30 mai 2018 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Discours du Président de la République en ouverture de la session ministérielle de l'OCDE présidée par la France

Merci beaucoup, Monsieur le Secrétaire général, cher Angel.

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,

Monsieur le Directeur général de l'OMC,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui et de venir ici inaugurer les débats de la réunion du Conseil de l'OCDE. Et vous venez de le rappeler, j'attache une importance toute particulière à votre organisation, parce qu'elle est l'héritière de ce multilatéralisme d'après-guerre, de la reconstruction de l'Europe et du lien transatlantique. Une invention de ces hommes et de ces femmes qui avaient compris que les conflits passés ne se reproduiraient pas si le dialogue, la réflexion commune venaient se substituer aux ultimatums et parfois au fracas des armes.

Mais l'OCDE porte autre chose encore. L'Organisation a changé, profondément évolué, et vous le savez comme moi, votre organisation représente 35 nations parmi les plus avancées du monde, et c'est donc avant tout une lourde responsabilité pour l'avenir qui pèse sur chacun d'entre nous. Car les nations avancées ont, plus que toutes les autres, la charge de proposer les changements qui s'imposent pour que les risques, les menaces s'éloignent. L'OCDE s'est ainsi judicieusement placée au cœur de combats contemporains décisifs, et notamment le combat contre les inégalités, et ce sont ces combats que je suis venu saluer et appuyer.

Mais nous devons ensemble faire davantage. Nous devons retrouver, en effet, le chemin d'un multilatéralisme fort. C'est ce que j'ai dit à l'ONU, à Davos, à Pékin, Washington comme à Saint-Pétersbourg il y a quelques jours, comme ce que nous échangeons avec nombre de nos partenaires européens. Nous avons une malchance peut-être qui va avec l'expérience de notre génération : nous ne nous apprêtons pas à vivre des temps calmes. Nous ne sommes d'ores et déjà pas en train de vivre des temps calmes, et ceux qui pensent que nous pourrions continuer à faire des réunions comme nous en avons toujours fait, parce que nous avions pris ce pli, se trompent profondément.

Notre responsabilité a déjà commencé pour éviter le pire. Et je veux le redire dans cette enceinte qui rayonne, au sein de ce multilatéralisme concret et qui est engagé dans sa refondation, le multilatéralisme n'est pas une addition de bilatéralismes. C'est un dialogue à plusieurs voix, une polyphonie de l'action, de la pensée qu'il nous faut toujours réinventer, apprendre à tisser, à rendre juste et efficace dans le monde qui est le nôtre, mais au moment où nous nous parlons, abandonner, affaiblir ce que nous avons construit, ou considérer que nous pourrions faire comme avant et comme toujours, c'est ne pas regarder en face les temps que nous vivons.

Pour inventer l'avenir, nous devons livrer les batailles d'aujourd'hui, et comprendre justement ce moment présent. Et je veux ici peut-être insister sur trois constats qui me paraissent essentiels lorsque nous parlons des temps contemporains.

D'abord, comprendre le choc de la mondialisation. La refuser est illusoire, la diaboliser est trop facile. Elle a produit parfois le meilleur, mais elle a aussi profondément déstabilisé nos sociétés. Entre 1990 et 2015, selon la Banque mondiale, en une génération, le nombre de personnes frappées par l'extrême pauvreté est passé de deux milliards à 700 millions. C'est-à-dire d'un tiers de la population mondiale, à moins de 10 % aujourd'hui ; notamment grâce au commerce et à l'ouverture des marchés. Et n'oublions donc pas cette réalité fondamentale, avant de chercher les fausses bonnes réponses dans le repli et l'isolement. La mondialisation a permis aussi de régler nombre de problèmes en ouvrant nos sociétés et en le faisant dans un cadre coopératif, au cœur duquel l'OCDE a joué tous son rôle, avec l'OMC, le FMI et nombre d'autres organisations.

Mais notre mondialisation contemporaine, ces dernières décennies a aussi profondément bousculé nos sociétés, par les modifications du commerce international, par la désindustrialisation dans certains pays, en même temps que d'autres émergeaient, et une grande transformation qui a conduit à revisiter nombre de nos secteurs industriels. C'est ce qui fait que cette mondialisation a parfois pu inquiéter, tout particulièrement nos classes moyennes, et qu'autant je veux ici défendre et rappeler les bienfaits de la mondialisation, autant considérer qu'une mondialisation non régulée est forcément bonne et qu'une main invisible règle tout, est faux, nous l'avons vu. Il faut aussi prendre en compte cette partie sombre de la mondialisation qui a déstabilisé en profondeur nombre de nos pays.

Le deuxième constat que je voulais faire et partager avec vous, c'est celui des inégalités qui persistent, voire augmentent entre régions du monde et au sein même de nos sociétés. Comment penser que nous pouvons durablement vivre dans un monde où la richesse par habitant est 50 fois supérieure – 50 fois – dans les pays de l'OCDE à ce qu'elle est dans les pays à faibles revenus ? Comment ne pas voir l'empreinte d'une mondialisation débridée et d'un progrès mal maîtrisé dans le creusement des inégalités sur un même territoire, entre ceux qui sont connectés et ceux qui ne font que subir les évoluions du monde ?

De nouvelles fractures sont apparues, en particulier ces vingt dernières années. Parce que cette mondialisation s'est d'abord financiarisée, et elle s'est numérisée. Et ces deux phénomènes ont accru la concentration de la richesse dans quelques régions du globe, la concentration de la richesse dans les pays les plus développés dans les métropoles, et la concentration de la richesse dans la main des super stars, des plus innovants, de celles et ceux qui savent réussir, des nomades de ce monde, au détriment bien souvent des sédentaires, fragilisant le grand récit, la grande aventure qui était collectivement la nôtre : celle qui consistait à promettre aux classes moyennes le progrès pour elles-mêmes et leurs enfants.

Et donc ces nouvelles inégalités, ces inégalités multiformes qui apparaissent viennent nous fragiliser profondément, et viennent fragiliser l'adhésion dans notre société, à cette mondialisation contemporaine. Inégalités de revenus et de développement, bien entendu, mais aussi les inégalités qui en sont les causes primaires et qui sont devenues insoutenables : inégalités face à l'éducation, face à la santé, face au changement climatique, inégalités aussi entre les femmes et les hommes ! Scandale moral comme aberration économique. Ces inégalités de conditions et de destin qui sont encore plus graves car premières aux inégalités de revenus. Ce sont ces scandales contemporains que nos sociétés ne tolèrent plus.

Le troisième constat que je voulais faire, c'est que cette mondialisation est en train de devenir de plus en plus violente et non coopérative. L'ordre mondial est bousculé, des puissances émergentes sont parfois aussi de plus en plus autoritaires, le terrorisme s'est mondialisé et conduit, ce faisant, à des factures profondes dans toutes les régions du globe dans lesquelles nombre de nos pays sont aujourd'hui investis et dans nos sociétés, cette violence s'importe et je veux ici, Monsieur le Ministre, avoir un mot de solidarité et d'amitié pour nos amis belges après l'odieuse attaque et les victimes subies hier à Liège. Nous connaissons cela. Nous ne nous habituerons jamais, et nous serons toujours aux côtés de celles et ceux qui ont à le dire. Et je voulais ici vous dire l'amitié et la solidarité de la France.

Cette violence est là, partout, et elle contribue aussi à faire douter de ce monde contemporain. Face à cette mondialisation qui crée la richesse, en creusant les inégalités, qui nourrit du doute par ces nouvelles formes d'inégalités et cette violence, le risque ultime, la faute que nous pourrions faire, c'est de tourner le dos au multilatéralisme. Ce serait de considérer que le multilatéralisme est inefficace, inadapté, bureaucratique, déconnecté. J'entends ce discours ! Les critiques sont nombreuses ! Elles sont commodes ! Elles ont une part de vérité ! Avons-nous tout bien fait, sur le plan international ? Non. N'avons-nous pas toléré des inégalités qui apparaissaient clairement ? N'avons-nous pas été trop lents pour lutter contre les excès que vous décriviez à l'instant, Monsieur le Secrétaire Général ? Oui. N'avons-nous pas tardé, avant de nous saisir du défi climatique, ou de nous organiser collectivement pour lutter contre le terrorisme ? La première réunion avec toutes les parties prenantes, pour lutter contre le financement du terrorisme, ça n'était qu'il y a quelques semaines ici !

Donc oui, nous avons parfois mis du temps, manqué d'efficacité. J'entends tout cela. Mais est-ce que le repli national est la bonne réponse à ce que nous sommes en train de vivre ? J'ai une idée assez claire là-dessus : nous avons déjà cédé à ces sirènes par le passé, lorsque d'autres organisations qui vous précédaient, la Société des nations et quelques autres, nées juste après le premier conflit mondial, n'arrivaient pas à tenir l'autre grande transformation que nos sociétés vivaient, au milieu de la crise des années 1930, dans le contexte d'humiliations européennes, d'une crise économique profonde ! D'aucuns ont cédé à ces mêmes sirènes. Et ils ont dit : « Ce monde-là est en train de s'en aller, ces gens qui discutent, qui essaient d'avoir des règles, de coopérer, ont tort ! Il y a des réponses : elles sont hégémoniques. Il y a des vérités, elles sont non coopératives. Il y a une solution : le repli national ».

Ce continent l'a vécu dans sa chair, il l'a payé, et toutes les conséquences, et ces années 1930 qui nous tendent ce miroir doivent être regardées en face. Nous ne pouvons être les somnambules contemporains. Alors,

nous avions choisi le repli, la guerre commerciale, rapidement devenue la guerre, tout court. Personne, quelques éclaireurs mis à part, n'a alors pensé utile ou nécessaire de protéger et de développer l'embryon de cadre multilatéral mis en place après la boucherie de 1914-1918. Nous en commémorons cette année le centenaire, nous connaissons très bien ce chemin, tout particulièrement dans notre pays, et ce serait folie de le suivre à nouveau.

On ne répond pas à la violence contemporaine par l'accroissement des tensions et de la violence, ou par la menace. On ne répond pas aux dysfonctionnements contemporains par le repli, le protectionnisme, le rejet des réponses multilatérales, hier comme aujourd'hui, et nous le savons. Car toutes ces réponses aggravent la crise et les déséquilibres du monde, au lieu d'y répondre.

Nous devons, dès lors, combattre trois écueils, dans ce monde qui craque : le confort de la prospérité isolée, sans comprendre que le succès économique ne se construit jamais durablement au détriment des autres pays ; on peut parfois être riche à un moment donné ; cette richesse se fait toujours parce qu'on est meilleur que l'autre, ou parce que le monde fonctionne ainsi ; ceux qui cèdent à ce mirage d'une prospérité isolée, l'Histoire les rappellera à l'ordre, mais ils auront leur responsabilité.

Le deuxième écueil serait celui du protectionnisme, qui enferme et finit par lever les pays contre les uns et les autres. Chacun y perd. Et le troisième écueil, c'est celui du pouvoir fort qui cherche dans l'autorité, le remède aux faiblesses de la coopération internationale. Quand la coopération internationale est faible, c'est notre responsabilité, et c'est notre devoir de la renforcer ! Mais y répondre par un surcroît d'autoritarisme ou une réponse univoque, voire hégémonique, c'est faire bégayer notre Histoire. Et pour ne pas reproduire le pire, nous devons donc construire un multilatéralisme meilleur, ce multilatéralisme fort, dont je veux donner ici quelques pistes concrètes en matière économique, sociale et de développement.

Pour fonder ce multilatéralisme fort, c'est-à-dire non pas un multilatéralisme de la parole, non !, une réponse plus efficace aux défis contemporains que j'évoque, il ne s'agit ni de renoncer au système actuel, ni de considérer qu'il est intangible et parfait, mais bien de le transformer. J'ai eu l'occasion dans d'autres cadres, de parler des sujets géopolitiques, le maintien de la paix, ou de gestion des tensions. Je veux ici plutôt m'attacher aux questions qui sont les vôtres. Et je commencerai par un des piliers essentiels de ce multilatéralisme fort qu'est le commerce, puisqu'il semble que beaucoup, dans cette pièce, aient une actualité contemporaine sur le sujet.

Sur le commerce, nous avons un socle ! Nous l'avons bâti. Ce socle ne nous est pas imposé de l'extérieur ! Il n'a pas été inventé par d'autres ! L'Organisation mondiale du commerce, c'est nous qui l'avons faite. C'est nous qui l'avons pensée, nous en avons voulu les règles, nous les avons inventées, et souverainement consenties. Ce cadre doit être préservé. Et les dégâts de la mondialisation seraient bien pires en laissant le libre champ à la loi du plus fort. L'Organisation mondiale du commerce permet quoi ? D'éviter les mesures unilatérales, manifestement non coopératives ! Elle permet de corriger la déloyauté ! Elle permet d'éviter la guerre économique.

Mais il est évident que nous devons travailler tous ensemble à une refonte en profondeur de cette organisation. En particulier, nous sommes aujourd'hui confrontés à une crise qui existe dans nombre de nos économies, née de pratiques de concurrence déloyale ou de dumping. C'est une réalité. Mais la réponse est-elle de fracturer l'ordre mondial que nous avons établi ? Non !

En matière de surcapacité dans le domaine de l'acier, je compte sur l'engagement de l'OCDE pour encourager tous les membres du Forum mondial à remplir enfin leurs obligations. Nous nous sommes engagés, au sein du G20 ! L'OCDE s'est aussi engagée pour traiter ce sujet ! Nous le connaissons ! Nous n'allons pas le régler par des guerres commerciales bilatérales ! Nous ne pouvons le régler que par un engagement collectif de la communauté internationale. C'est une bonne voie, fondée sur la coopération et l'échange d'informations qui a été décidé, nous devons désormais la rendre opérante.

Il faudra l'étendre à d'autres domaines, pour faire face à toutes les politiques d'expansion industrielle qui reposent sur des pratiques déloyales ; par exemple sur le plan de la propriété intellectuelle, dans des secteurs comme l'aluminium, l'électronique ou les batteries. Et c'est une réalité ! Notre cadre pour le commerce international peut et doit être amélioré. Lorsqu'il y a des pratiques déloyales ou lorsque la propriété intellectuelle est pillée, il est normal que nous réagissions ainsi, mais il faut le faire en bon ordre et dans le bon cadre ! Parce que nul ne sait expliquer à ses travailleurs ou à ses sociétés qu'on ne fait pas respecter cet ordre contemporain.

Mais prétendre les protéger en cassant les règles communes et en lançant la guerre de manière bilatérale n'est pas une meilleure réponse. Je veux ici le répéter, à la veille d'importantes décisions, les réponses unilatérales et les menaces de guerre commerciale ne régleront rien des graves déséquilibres du commerce mondial. Rien. Ces remèdes apportent peut-être une satisfaction symbolique à court terme, parce qu'ils paraissent plus intelligibles, peut-être. Mais je n'ai jamais pris, en tout cas, le peuple qui m'a donné mandat pour un imbécile,

intelligibles, peut-être. Mais je n'ai jamais pris, en tout cas, le peuple qui m'a donné mandat pour un imbécile. On peut penser faire plaisir à ses électeurs en leur disant « j'ai une victoire, je vais changer les règles, vous allez voir ». Les derniers qui ont mené des guerres commerciales bilatérales, parfois les mêmes, ont vu les prix augmenter et le chômage monter. Pourquoi ? Parce que la réalité de notre commerce international n'est plus bilatérale ! Parce que le téléphone que vous avez dans votre poche, si je lis bien ce qu'il y a écrit derrière – parce que vous avez à peu près tous le même modèle, sauf quelques exceptions – il est « Designed in California, and assembled in China ». Et il se peut même que certaines pièces soient passées par l'Europe, et dans tous les secteurs, c'est à peu près cela ! C'est « Globally made ».

Et donc si nous décidons de fracturer ligne à ligne cet ordre, qui le paiera ? Nos travailleurs et nos peuples. Parce que la compétitivité décroîtra, parce que dans certains secteurs, le chômage reviendra, et parce que les prix aussi monteront !

Ces remèdes ne sont pas une réponse, en tout cas pas une véritable réponse, parce que nous avons l'expérience de ce qu'elles produisent. Une guerre commerciale est toujours une guerre perdue par tous : par nos industries, nos agriculteurs, nos consommateurs, nos concitoyens. Nous avons dans l'Histoire, cru pouvoir répondre aux crises par la confrontation et le repli. Nous avons aussi cru pouvoir, en Europe souvent, répondre aux pressions par la faiblesse. Et je le dis avec beaucoup de clarté, cette voie aussi est sans issue.

Sur ce sujet plus que tout autre aujourd'hui, notre défi est de retrouver une réponse collective, et le fort est celui qui a le Droit, le fort est celui qui tient les règles qu'il a conduit à créer. Le fort est celui qui respecte sa parole, sauf à vouloir devenir le violent, sauf à vouloir tous retourner à une forme état de nature totalement non coopérative.

Et donc quand nous avons le droit pour nous, et les règles que nous avons collectivement et souverainement définies, nous devons les tenir avec fermeté, parce que c'est ce que nous devons à nos peuples, et c'est ce que nous avons bâti ; et c'est ce que l'Europe fera.

Une OMC refondée peut seule nous offrir ce cadre, en étant réformée sur les sujets que je viens d'évoquer et en accompagnant ces réformes. Il faut donc concrètement relancer la capacité de l'institution à édicter de nouvelles règles. Les négociations sont bloquées depuis de nombreuses années et les dernières avancées majeures remontent presque à la création de l'OMC elle-même, en 1994 ! Ces dernières décennies, nous n'avons qu'insuffisamment fait des pas en avant substantiels qui, seuls, permettraient d'embrasser les sujets contemporains que je viens de mentionner.

Il faut aussi améliorer sa fonction d'application des règles. L'organe de règlement des différends est un progrès essentiel pour le multilatéralisme, il permet de faire respecter les règles et de résoudre les différends de façon juste entre les pays. Mais nous devons améliorer son fonctionnement, notamment de son organe d'appel ; et si je peux entendre les critiques, je rejette la méthode du blocage qui est une menace pour l'ensemble du système.

Et je le dis à toutes celles et ceux qui, pendant des années et des années, ont pensé que l'OMC, c'était très bien d'y entrer, puis ensuite très bien de le bloquer. Ce n'est pas une bonne idée.

Si nous voulons faire avancer les choses, nous devons apporter ces réformes pragmatiques qui, seules, permettront à ce multilatéralisme commercial de fonctionner et donc d'avoir une réponse efficace, réelle aux défis contemporains. Je propose ainsi une négociation intégrant au départ les Etats-Unis, l'Union européenne, la Chine et le Japon qui serait rapidement étendue notamment aux pays du G20 et de l'OCDE sur la réforme de l'Organisation mondiale du commerce. C'est le moment de nous saisir de ce sujet et d'y apporter des réponses concrètes.

Nous devons rapidement aboutir ensemble à un diagnostic convergent sur les dysfonctionnements du système actuel et je souhaite que nous visions le G20 de cette année à Buenos Aires pour une première feuille de route. Ce dont il s'agit, c'est bien d'une mise à jour complète des règles qui structurent la concurrence internationale. La concurrence internationale a trop changé depuis 25 ans pour que ces règles constituent une base adaptée. Les règles nouvelles doivent répondre aux défis contemporains du commerce mondial : les subventions publiques massives qui distordent les marchés mondiaux, la propriété intellectuelle, les droits sociaux, la protection du climat.

Oui, la protection du climat car nous devons aussi savoir être cohérents. Lorsque nous abordons les sujets commerciaux et la modernisation de l'Organisation mondiale du commerce, il nous faut mettre au cœur des disciplines commerciales la préoccupation environnementale. Nous devons utiliser la politique commerciale comme un levier pour avancer sur nos objectifs environnementaux, sinon nous serons toujours à la merci des pratiques, là aussi, non coopératives, sinon nous serons toujours pris collectivement dans des engagements que nous prenons pour nous-mêmes, nos industries ou nos secteurs, et ensuite, des discussions commerciales avec des partenaires qui ne voudraient pas faire les mêmes efforts, quels que soient par ailleurs les engagements

qu'ils peuvent prendre sur le plan international, parce que beaucoup ont tout de même signé et ratifié l'Accord de Paris.

C'est pourquoi je souhaite notamment que nous nous dotions de standards pour des modes de production qui soient respectueux de l'environnement et qui garantissent le développement durable. Je souhaite que l'Union européenne donne l'exemple en incluant le respect de l'Accord de Paris dans tous ses accords commerciaux et en garantissant, par des mécanismes de sanction, le respect des standards environnementaux. C'est le seul moyen d'être pleinement cohérent, c'est le seul moyen, collectivement, d'accélérer dans ce que nous devons faire pour nous-mêmes et nos enfants, et là aussi, ça n'est pas un luxe à remettre à demain précisément parce que nous vivons déjà les conséquences profondes dans de nombreux endroits du globe du réchauffement climatique auquel nous nous attelons avec trop de lenteur ou d'hésitation.

La refonte de l'Organisation mondiale du commerce est cet horizon. Le chemin pour y parvenir ne sera pas aisé. C'est pourquoi les enceintes telles que l'OCDE doivent permettre de réfléchir dès aujourd'hui à l'élaboration de ces nouvelles règles.

Le deuxième sujet sur lequel je voulais plus rapidement insister quand on parle d'un multilatéralisme fort sur le plan économique, social et de développement, c'est le sujet fiscal. Parler des inégalités contemporaines et des fractures du monde dans lequel nous vivons, c'est aussi regarder les conséquences de la mondialisation, l'émergence d'acteurs économiques qui font beaucoup de bien à nos économies, qui créent de l'emploi, mais qui ont parfois développé des stratégies non coopératives eux aussi et qui se sont parfois échappés de la contrainte et de la morale collective.

Sur ce sujet je veux dire combien l'OCDE a conduit ces dernières années un remarquable travail. Je le dis car nous touchons désormais aux limites du tolérable dans la matière et chez ceux qui n'en respectent pas les règles. Au moment même où les révolutions mondiales requièrent des moyens, en particulier fiscaux, pour faire face aux grands changements, nul n'a le droit de s'affranchir du devoir fiscal. Ce qui est en train de se passer aujourd'hui, c'est que toutes ces grandes transformations, ces grands bouleversements que j'évoquais créent des opportunités mais détruisent beaucoup d'emplois dans de nombreux secteurs.

Comment accepter que les grands acteurs économiques, en particulier du numérique, qui mènent ces transformations, qui viennent bousculer – et c'est légitime, il ne s'agit absolument en rien de les bloquer ou de refuser le changement –, mais qui conduisent à mettre parfois des centaines de milliers de nos concitoyens au chômage, lesquels devront se reformer pour aller vers d'autres secteurs et les nouvelles opportunités qu'ils leur offrent, comment expliquer que ces acteurs économiques ne contribuent en rien à financer les biens communs, ne contribuent en rien au financement de la formation ou reformation de nos concitoyens et à leur légitime protection pour qu'ils puissent retrouver un destin dans ce monde qui advient ?

On demande aux acteurs historiques qui payent déjà l'impôt de continuer à le payer gentiment, parfois de perdre des parts de marché, d'être bousculés par des acteurs nouveaux qui eux auraient en quelque sorte pour l'éternité le privilège de ne rien payer. Non, ce n'est pas sérieux. Dans ce cadre, un premier travail conduit par l'OCDE a permis des avancées parce qu'il a été ensuite relayé au niveau du G20, de l'Union européenne et par un engagement fort et un accord multilatéral exigent. Le projet BEPS de l'OCDE a constitué une avancée sans précédent contre toutes ces pratiques de transfert d'activité à des fins fiscales. Le cadre inclusif de ce projet, qui rassemble plus de 100 Etats et territoires, est un succès indéniable pour associer à la gouvernance fiscale mondiale des pays émergents de toutes les régions du monde.

A présent, il importe que l'ensemble des grands Etats qui ont contribué à construire le projet BEPS en respecte les principes, sans quoi l'édifice se fragilisera, voire se délitera. Je défends pour ma part l'idée d'un monde ouvert mais ce monde n'est acceptable que si la concurrence y est loyale, régulée, si elle peut être expliquée à nos concitoyens. Vous avez cité tout à l'heure ce que je disais devant le Congrès américain, je parlais d'« accountability ». Nous ne pouvons avancer que si nous pouvons rendre compte. Je ne sais pas rendre compte à nos concitoyens de l'ordre fiscal mondial actuel, je ne sais pas expliquer parce qu'il n'est pas juste. Il convient donc de prendre, au-delà de ce que vous avez conduit avec BEPS, de nouvelles initiatives. Rétablir la justice fiscale, c'est s'attaquer à toutes les situations de non-imposition parce que la non-imposition est une pompe aspirante de l'évasion fiscale et nous sommes aujourd'hui à un tournant historique. Il ne nous serait pas pardonné d'entraver la dynamique collective unique créée par le projet BEPS.

Je l'ai dit la semaine dernière à Paris aux acteurs du secteur, un cadre fiscal juste, c'est un cadre qui prend en compte le bouleversement du numérique. Tous les gens de la high-tech – américains, chinois, européens – étaient présents à Paris pour le sommet Tech for Good. C'est le même discours que je leur ai tenu parce que le système dans lequel nous vivons aujourd'hui n'est pas durable. Très longtemps, jusqu'à il y a quelques mois, d'aucuns pensaient qu'on pouvait vivre avec les règles édictées par les grands acteurs du numérique en matière de liberté. Un scandale est arrivé qui est en train de bousculer en profondeur cet ordre entre Facebook et Cambridge Analytica. L'Europe a apporté une réponse courageusement avec un Règlement général apportant une réponse qui sera appliquée par la plupart de ces acteurs. Ce va être le même chose sur le sujet fiscal. On

une réponse qui sera appliquée par la plupart de ces acteurs. Ça va être la même chose sur le sujet fiscal. On peut faire semblant de ne pas voir le problème mais à un moment donné, nos populations se rebelleront ; à un moment donné, ce qui est apparu comme étant normal, acceptable, accepté de tous, la règle ne tiendra plus. Il nous faut donc apporter dès à présent une réponse et la préparer.

La Commission européenne a fait, pour ce qui est de l'Union européenne, une bonne proposition que la France soutient, une proposition de court terme avec une taxe au-delà d'un certain chiffre d'affaires et la proposition de travailler sur une directive à moyen terme. C'est au moins pragmatique et c'est une réponse forte. J'y suis favorable mais il est important que l'OCDE mène à bien et le plus rapidement possible ces travaux pour, comme sur BEPS, pouvoir avancer et proposer une solution internationale et un cadre juste. Je vous le dis avec beaucoup de force, je suis convaincu que nous avons besoin d'une réponse rapide et je suis convaincu que des solutions d'urgence, sans nuire aux travaux de long terme conduits ici, à l'OCDE, s'imposent aussi en la matière car elles sont simplement civiques et qu'on n'explique pas longtemps l'incivisme à nos concitoyens, surtout quand on leur demande par ailleurs d'accepter l'ordre du monde, de faire des réformes et de faire des efforts. L'Europe doit montrer la voie et trouver cette régulation juste, efficace telle que je l'évoquais.

Le troisième élément sur lequel je voulais insister en parlant de ce multilatéralisme fort sur nos sujets, c'est la lutte contre le blanchiment et la corruption et je veux sur ce point saluer et encourager le remarquable travail engagé par l'OCDE car, en effet, blanchiment et corruption sont des fléaux qui créent un déficit de confiance dans nos systèmes économiques et sociaux, qui minent non seulement les ressources de nombre d'Etats, empêchent l'ouverture de nombre de secteurs économiques dans plusieurs parties du globe, mais érodent la confiance démocratique très profondément. Beaucoup d'autres défis nous attendent, beaucoup d'autres chantiers sont urgents pour rendre plus fort et plus juste notre multilatéralisme à la fois plus fragile et plus nécessaire que jamais et je veux terminer en en citant simplement deux : celui de l'écologie et celui du développement.

L'écologie – et je l'évoquais à l'instant en parlant du commerce – n'est pas un luxe, c'est là aussi un de nos devoirs car si nous n'arrivons pas, dans le cadre de multilatéralisme contemporain, à répondre au défi écologique, il aggravera les fractures déjà existantes, il conduira les Etats les plus vulnérables à des réponses non coopératives et il plongera nos sociétés dans des débats dont elles ne sortiront que par les crises. Et nous le voyons déjà, les Etats les plus vulnérables vivent l'érosion côtière, la disparition programmée à terme, d'autres l'assèchement qui conduit à des crises et des migrations en profondeur. Mais nombre de nos pays vivent d'ores et déjà une pollution de l'air insoutenable avec une réponse de nos concitoyens qui ne tardera pas.

Sur ce sujet, nous avons pris des engagements multilatéraux consentis. L'Accord de Paris, nous ne le respectons collectivement pas. La trajectoire sur laquelle nous sommes est, selon les experts, entre 1,5 2° C au-dessus de l'engagement que nous avons pris et que nous savons comme étant nécessaires pour éviter les pires drames en termes de réchauffement climatique ou de biodiversité. Il nous faut donc aller plus loin sur nos stratégies nationales, régionales et internationales. C'est l'étape qui viendra sur ce sujet mais elle est indispensable et elle contribue de ce multilatéralisme fort, crédible dont nous avons besoin. C'est aussi pour cela que je souhaite que nous dotions notre multilatéralisme d'un Pacte mondial pour l'environnement, projet que la France porte auprès des Nations unies avec un grand nombre de partenaires ici présents.

Et puis enfin il y a ce défi du développement qui les résume tous presque et je veux ici lancer un appel à l'engagement car cet engagement passe d'abord par un accroissement de notre aide au développement. La France prendra sa part de cet indispensable effort et portera son aide publique au développement à 0,55 % du revenu national brut en 2022 et je souhaite que nous suivions collectivement ce chemin d'une plus grande solidarité internationale. Et je connais l'engagement de l'OCDE en ce sens. Je tiens notamment à saluer l'implication de l'OCDE pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable à travers les travaux de ses comité et l'assistance qu'elle apporte aux pays intéressés. Notre engagement en faveur du développement est indissociable de ce multilatéralisme fort que j'évoquais parce qu'il est ce qui rend possible la réduction des fractures, des inégalités, il est ce qui prévient les drames que nous sommes en train de vivre. Notre réponse face aux grandes migrations contemporaines ne peut pas simplement être sécuritaire. Elle a cette composante, c'est indéniable, mais si nous voulons la prévenir, c'est une politique de coopération et de développement que nous devons mener.

Et regardez ces 20 dernières années, nous l'avons délaissée alors que nous créons de la richesse et qu'elle se concentrait dans certains endroits. Nous avons peu veillé à ce sujet. Alors je sais bien, nous n'avons pas de chance, il nous faut tout faire en même temps mais nous n'avons pas le choix non plus car les conséquences seront plus terribles encore que la tâche qui est devant nous. Et donc, en matière de développement, je considère que deux enjeux sont absolument fondamentaux : l'éducation et la santé. Notre engagement en faveur du développement doit permettre d'étendre à tous l'accès à une école de qualité. Il n'est pas acceptable qu'encore aujourd'hui, 250 millions de jeunes soient privés d'éducation. C'est la raison pour laquelle la France s'est engagée, avec le Sénégal, à Dakar en début de cette année et avec nombre d'entre vous, à reconstituer le Partenariat mondial pour l'éducation et à battre des records. Et j'appelle encore les donateurs à se mobiliser davantage car ce sujet est essentiel qui, dans tous les endroits du globe où des enfants sont privés d'éducation,

en particulier des jeunes filles, est la condition même du développement économique, de la paix, de la lutte contre le terrorisme et le fanatisme dans toutes ces régions.

La solidarité internationale doit de la même façon prendre pleinement en compte les enjeux de santé et notamment de santé des femmes et des mères. Nous ne pouvons pas tolérer que 300.000 jeunes femmes décèdent chaque année du fait de leur grossesse ou que plus de 200 millions d'entre elles n'aient pas accès à la contraception dans les mêmes régions du globe où les enfants n'ont pas accès à l'éducation ou à peu près.

Le développement, c'est le combat central contre les inégalités que j'évoquais mais c'est le combat aussi qui évitera que nos enfants, si nous arrivons à gagner cette bataille contemporaine du multilatéralisme et s'ils ont encore le privilège de se poser ces questions, c'est ce qui fait que nos enfants pourront encore penser à l'avenir de ces territoires. Nous devons prévenir ces inégalités en y répondant par ces politiques de développement. Ce combat est le nôtre comme décideurs politiques mais c'est un combat de tous où personne ne peut ignorer ses responsabilités et ce combat commence au cœur des entreprises, dans la société, il implique tous les dirigeants, mais il implique aussi l'ensemble des acteurs du capitalisme contemporain qui doit devenir plus humain et plus social et intégrer une part du devoir collectif qui est le sien. C'est cette philosophie qui inspirera les textes économiques à venir dans notre pays et c'est celle que nous devons porter au sein de l'OCDE, au G20 et au G7 et c'est ce que la France fera dans le cadre de sa présidence l'année prochaine.

Monsieur le Secrétaire général, l'OCDE a su, au fil du temps et sous votre impulsion tout particulièrement, s'adapter aux évolutions du monde et de la société, elle a su mener le combat et réussir face aux nouveaux défis que j'ai mentionnés, notamment dans le domaine fiscal ou la lutte contre les surcapacités industrielles. Pour poursuivre cette refondation, elle doit être légitime et représentative et pour cela, vous savez que la France soutient activement la perspective de son élargissement dans le respect des équilibres géographiques. Et c'est pourquoi je me félicite aujourd'hui d'accueillir la Colombie et la Lituanie au sein de l'OCDE. Soyez les bienvenus. Je crois que cet accueil vient aussi saluer pour l'une et l'autre un travail exceptionnel que vous avez conduit ces dernières années à tous égards dans vos pays.

L'OCDE est née après la Seconde Guerre mondiale pour faciliter la reconstruction de l'Europe, elle s'est transformée, elle a évolué et je souhaite qu'elle endosse aujourd'hui cette responsabilité d'avant-garde du multilatéralisme fort auquel je crois en matière économique, sociale, éducative ou de développement. Je suis fier d'accueillir dans notre capitale, à Paris, une organisation exemplaire, capable de s'adapter aux nouveaux défis pour créer les bonnes régulations. L'OCDE n'est pas ou n'est plus européenne ou transatlantique, mais dans ces temps troublés, je le dis sans arrogance mais avec une ambition non dissimulée, la France et l'Europe ont une responsabilité première de ce combat car la coopération, la réconciliation, la force puisée dans la règle de droit, c'est le trésor que nous avons su construire et faire fructifier depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il y a aujourd'hui un devoir européen car il y a un défi international pour que ce multilatéralisme fort advienne.

Et face aux défis que j'évoquais, je sais que Paris peut et doit être ce lieu du multilatéralisme efficace en renforçant aussi les liens qui existent entre l'OCDE, l'UNESCO, l'Organisation internationale de la Francophonie. Toutes ses enceintes partagent le même engagement pour l'émancipation, la culture, l'éducation, le partage, le développement. C'est pourquoi aussi j'ai voulu que la célébration de la fin de la Première Guerre mondiale, qui engagea plus de 80 belligérants, donne lieu en novembre 2018 à Paris à un Forum pour la paix, conçu comme un incubateur de projets de la société civile, de nos sociétés civiles qui seront appelés à soutenir et alimenter ce multilatéralisme réinventé au service des biens communs. Tous vos pays y sont invités et tous les dirigeants ici présents y sont invités. L'enjeu n'est pas technique, le multilatéralisme n'est pas une technocratie rutilante, c'est une épreuve quotidienne d'efficacité.

Robert SCHUMAN disait : « L'Europe n'a pas été faite et nous avons eu la guerre. » Je veux pouvoir dire avec vous dans les années qui viennent : nous avons su refonder l'Europe, nous avons su réinventer le multilatéralisme et nous n'avons pas eu la guerre. Vous citiez, Monsieur le Secrétaire général, Paul VALERY qui, dans ce même texte, de mémoire, expliquait que nous savions désormais que des civilisations pouvaient disparaître. C'est aussi ce qui se joue aujourd'hui. Trop de gens pensent que, parce que nous sommes dans le confort de salles de conférence ou des lieux dont nous dirigeons, nous pouvons oublier les défis contemporains, oublier le réchauffement climatique parce qu'il en menace d'autres, oublier les inégalités parce que c'est toujours le problème du plus petit et oublier que les réponses absurdes lorsqu'elles sont de brutalité ou de division ont par le passé déjà conduit au pire.

Alors je vous le dis avec beaucoup de force, c'est la tâche d'une génération mais c'est la nôtre et l'OCDE y a une part essentielle à jouer. Mais nous n'avons pas d'autre choix que de défendre avec force, vigueur, mais aussi de réinventer et de renforcer ce multilatéralisme fort auquel je crois profondément car il est le seul qui permet de réconcilier les souverainetés et la coopération, il est le seul qui permet de réconcilier la responsabilité face aux citoyens et les ambitions légitimes que nous pouvons avoir dans un monde ouvert. C'est notre tâche et c'est donc calmement mais avec détermination et confiance ce que nous allons faire. Je vous remercie.